

Unité départementale d'Ille et Vilaine
10 rue Maurice Fabre
35065 RENNES
ud35.dreal-bretagne@developpement-durable.gouv.fr

Rennes, le 30 décembre 2025

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/11/2025

Contexte et constats

publié sur 

JPS / JP4

ZAC de la Touche Tison
35230 Noyal-Châtillon-sur-Seiche

Références : UD35/2025-494

Code AIOT : 0005513396

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/11/2025 dans l'établissement JPS / JP4 implanté ZAC de la Touche Tison 8 rue René Panhard 35230 Noyal-Châtillon-sur-Seiche.

La visite a été réalisée suite aux réponses communiquées consécutivement à l'inspection réalisée le 27 janvier 2025 qui a entraîné la signature de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21 mai 2025. L'objectif de cette inspection était de s'assurer de la conformité des éléments de réponses présentés par l'exploitant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- JPS / JP4
- ZAC de la Touche Tison 8 rue René Panhard 35230 Noyal-Châtillon-sur-Seiche
- Code AIOT : 0005513396 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

La société JPS/JP4 exploite un entrepôt de 5 cellules de 6 000m² chacune avec 3 locataires différents.

Contexte de l'inspection : Suite à mise en demeure

2) Constats :

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	État des matières stockées	Arrêté Préfectoral du 25/05/2004, article 8.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois
2	Dispositions constructives du bâtiment	Arrêté Préfectoral du 25/05/2004, article 8.2	Demande de justificatif à l'exploitant - Mise en demeure, respect de prescription	1 Mois
3	Implantation de cantons de désenfumage	Arrêté Préfectoral du 25/05/2004, article 8.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois
4	Dispositions constructives du bâtiment	Arrêté Préfectoral du 25/05/2004, article 8.3	Demande de justificatif à l'exploitant - Mise en demeure, respect de prescription	1 Mois
5	Mise à jour du dossier	AP de Mise en Demeure du 21/05/2025, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant - Mise en demeure, dépôt de dossier	1 Mois
8	Eaux d'extinction	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 11. Eaux d'extinction incendie	Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois
9	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 23. Plan de défense incendie	Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois
10	Lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 13. Moyens de lutte contre l'incendie	Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois
11	Maintenance des portes coupe-feu	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 22 - Annexe II	Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois
12	Stockage de matière dangereuses	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article point 8 annexe II	Mise en demeure, respect de prescription	3 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 25/05/2004, article 2.6	
7	Documents d'urgence	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II. 3.5. Documents à disposition des services d'incendie et de secours	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

Les réponses transmises par l'exploitant le 1er octobre 2025 sont incomplètes et ne permettent pas de répondre à l'ensemble des non-conformités relevées lors de la visite du 27 janvier 2025. L'exploitant a continué ses modifications de son installation sans en avertir l'inspection. L'étude transmise dans le dossier de réponse à l'inspection du 27 janvier 2025 ne comporte pas les attestations concernant le respect des dispositions constructives des différents murs des cellules de l'entrepôt. L'exploitant doit également mettre à jour son plan de défense incendie afin de comporter l'ensemble des éléments prévus par le point 23 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II. 1. Dispositions générales
1.4. État des matières stockées

Thème(s) : Risques accidentels État des matières stockées

Prescription contrôlée :

« I. Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation :
« L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
« Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :
« 1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.
« Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.
« Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.
« Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;

Constats :

Réponse apportée le 1er octobre 2025 par l'exploitant :

« Une instruction transmise à l'ensemble des occupants des cellules exige la transmission de l'état des stocks via un mail hebdomadaire qui sera transmis à l'opérateur de télésurveillance (CITEDIA) qui pourra les transmettre au SDIS en cas d'incident. Ils seront aussi transmis à la responsable de site qui en tiendra une copie à dispositions des services d'intervention du SDIS »

Constat réalisé lors de la visite de site :

L'exploitant a présenté un état des stocks tenu à jour de manière hebdomadaire transmis par les différents locataires. Cependant lors de la visite, il a été constaté que 2 locataires stockent des matières dangereuses ce qui implique de tenir à jour de manière quotidienne l'état des stocks de ces matières. De plus l'état des stocks fournis par la société Disticash est inexploitable par un tiers. Ce dernier ne comporte pas de format synthétique permettant de fournir une information vulgarisée sur les substances présentes au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Les différentes zones de stockages sont identifiées dans le PDI.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit fiabiliser son inventaire afin de répondre aux exigences imposées par les points 1 et 2 du §1.4 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017 en particulier sur le format synthétique et communicable au public et sur la mise à jour quotidienne des stocks de matières dangereuses. Il devra également fournir à l'inspection la justification de l'échange avec les services d'incendie et de secours sur les moyens de communications de cet état des stocks.

Respect de la prescription :**Type de suites proposées :** Avec suites**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant**Proposition de délais :** 1 Mois

N° 2 : Dispositions constructives du bâtiment

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/05/2004, article 8.2

Thème(s) : Risques accidentels Dispositions constructives du bâtiment

Prescription contrôlée :

De façon générale, les dispositions constructives visent à ce que la ruine d'un élément (murs, toiture, poutres par exemple) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de recoupement, et ne favorise pas l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la première cellule en feu.[...]

- les bureaux et les locaux sociaux, à l'exception des bureaux dits de « quais » destinés à accueillir le personnel travaillant directement sur les stockages et les quais, sont situés dans un local clos distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage, ou isolés par une paroi, un plafond et des portes d'intercommunication munies d'un ferme-porte, qui sont tous coupe-feu de degré 2 heures, sans être contigus avec les cellules où sont présentes des matières dangereuses.

Constats :

Réponse apportée le 1er octobre 2025 par l'exploitant :

« Afin d'assurer le respect de l'article 4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif à la non-ruine en chaîne et aux dispositions constructives de l'installation, une étude permettant d'attester que le bâtiment respecte cette prescription devait être réalisée.

Elle est jointe au présent document en Annexe 01 et conclu à l'absence de ruine de chaîne et à l'absence d'effondrement vers l'extérieur"

"Au jour de l'inspection, l'exploitant ne disposait pas des documents permettant de justifier que les murs et les plafonds séparant les cellules de stockage des bureaux présentait un degré REI120.

L'étude justificative est jointe en Annexe 01 et seules les fenêtres coupe-feu des cellules 2 et 3 présentent un degré REI60. Leur remplacement pour mise en conformité est en cours et un justificatif d'achèvement des travaux sera tenu à disposition de l'inspection. »

Constat réalisé lors de la visite de site :

L'étude présentée ne concerne que la tenue structurelle des troisième et quatrième cellule de l'entrepôt en cas d'incendie et ne permet pas de conclure que l'ensemble du bâtiment respecte les dispositions constructives demandées. De plus l'étude ne permet pas de justifier la conformité des murs coupe-feu entre les zones de stockages et les bureaux. Par ailleurs, les constatations visuelles réalisées lors de l'inspection au niveau de la paroi Nord (constitué d'un écran thermique toute hauteur) remettent en cause les hypothèses retenues dans l'étude de ruine.

La visite a permis de constater qu'au niveau des cellules 2 et 3, 3 ouvertures donnant sur les bureaux ont été réalisées. L'exploitant ne peut pas justifier du degré REI de ces ouvertures et s'est engagé à réaliser des travaux de remplacement des ouvertures et/ou à boucher les ouvertures.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre une étude permettant d'établir la conformité sur la non-ruine en chaîne de la structure de l'ensemble du bâtiment. L'exploitant doit également mettre en conformité les murs coupe-feu au niveau des cellules 2 et 3

Respect de la prescription :**Type de suites proposées :** Avec suites**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant - Mise en demeure, respect de prescription**Proposition de délais :** 1 Mois

N° 3 : Implantation de cantons de désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/05/2004, article 8.2

Thème(s) : Risques accidentels Implantation de cantons de désenfumage

Prescription contrôlée :

- les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 500 m² et d'une longueur maximale de 60 mètres. Les cantons sont délimités par des écrans de cantonnement, réalisés en matériaux M0 (y compris leurs fixations) et stables au feu de degré en quart d'heure, ou par la configuration de la toiture et des structures du bâtiment.
- les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés,
- des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires ne doit pas être inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage,
- il y aura au moins quatre exutoires pour 1 000 m² de superficie de toiture. La surface utile d'un exutoire ne doit pas être inférieure à 0,5 m² ni supérieure à 6 m² . Les dispositifs d'évacuation ne sont pas implantés sur la toiture à moins de 7 mètres des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage.
- la commande manuelle des exutoires, est au minimum installé en deux points opposés de l'entrepôt de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes. Ces commandes manuelles sont facilement accessibles depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage.

Constats :

Réponse apportée le 1er octobre 2025 par l'exploitant :

Le plan joint en Annexe 02 détaille les cantonnements de chacune des cellules justifiant d'une surface utile de l'ensemble des exutoires correspondant à 2% de la superficie de chaque canton de 1500 m².

Constat réalisé lors de la visite de site :

Le plan transmis est un plan ne permettant pas de vérifier que les cantons de désenfumage respectent la superficie maximale de 1650 mètres carrés. Il a été constaté lors de la visite que les poutres métalliques font office d'écran de cantonnement et que des plans situés au dessus des commandes de désenfumage permettent de situer les 4 cantons de 1500m² par cellule.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra fournir les calculs justifiant que la surface utile totale des exutoires représente au moins 2 % de la superficie de chaque canton concerné.

Respect de la prescription :**Type de suites proposées :** Avec suites**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant**Proposition de délais :** 1 Mois

N° 4 : Dispositions constructives du bâtiment

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/05/2004, article 8.3

Thème(s) : Risques accidentels Dispositions constructives du bâtiment

Prescription contrôlée :

L'entrepôt est compartimenté en cellules de stockage afin de limiter la quantité de matières combustibles en feu lors d'un incendie.

Ce compartimentage, doit permettre de prévenir la propagation d'un incendie d'une cellule de stockage à l'autre.

Pour atteindre cet objectif, les cellules doivent respecter les dispositions suivantes :

- les parois qui séparent les cellules de stockage doivent être des murs coupe-feu de degré minimum 2 heures,[..]

- les parois séparatives dépassent d'au moins 1 mètre la couverture au droit du franchissement. La toiture doit être recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives.

Constats :

Réponse apportée le 1er octobre 2025 par l'exploitant :

« L'étude jointe en Annexe 01 permet d'établir la conformité des différentes parois séparatives qui présentent toutes un degré REI120 conformément aux exigences de l'article 6 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017.

Afin de se conformer aux dispositions constructives relatives à la toiture l'exploitant a engagé des travaux visant à mettre en place des nouvelles bandes coupe-feu dont la fiche technique justifiant sa conformité aux exigences de l'arrêté du 11 avril 2017 »

Constat réalisé lors de la visite de site :

L'étude transmise par l'exploitant ne permet pas d'attester du degré de résistance au feu des parois séparatives entre les cellules de stockage. L'exploitant a transmis un devis non signé concernant la mise en place de nouvelles bande coupe-feu. Lors de la visite, l'exploitant a affiché ce même devis signé et a expliqué que les travaux venaient d'être terminés et qu'il était en phase de recevabilité de l'exécution des travaux.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre les documents permettant d'attester que les travaux engagés pour remplacer les bandes coupe-feu ont bien été réalisés. Il devra également transmettre les attestations permettant d'attester du degré de résistance au feu des paroi séparatives entre les cellules de stockage.

Respect de la prescription :**Type de suites proposées :** Avec suites**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant - Mise en demeure, respect de prescription**Proposition de délais :** 1 Mois

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/05/2025, article 5

Thème(s) : Risques accidentels Mise à jour du dossier

Prescription contrôlée :

La société JPS/JP4 exploitant un entrepôt de produits combustibles sise 8 rue René Panhard sur la commune de Noyal-Châtillon sur Seiche est tenu de fournir, dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté, un dossier de porter à connaissance complet et régulier.

Ce dossier devra intégrer les modifications de l'installation et de la réglementation mises en œuvre depuis le dernier porter à connaissance déposé en 2019 ainsi que les projets de modification.

Ce porter à connaissance comportera également un recollement des prescriptions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 concernant les prescriptions liées à son entrepôt.

Ce dossier comportera également l'étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m² sur les différentes cellules du bâtiment.

Constats :

Réponse apportée le 1er octobre 2025 par l'exploitant :

« Le présent mémoire en réponse vise à porter à la connaissance des services de l'État en réalisant le recollement des prescriptions de l'arrêté du 11 avril 2017, notamment sur les points de constats listés ci-après.

L'objectif de la présente étude est de déterminer les flux thermiques perçus, en cas d'incendie, par les différentes surfaces exposées à ces rayonnements. Un des objectifs est notamment de quantifier les flux thermiques amenés à sortir des limites de propriété. »

Constat réalisé lors de la visite de site :

Le mémoire en réponse transmis le 1er octobre 2025 ne comporte pas de dossier de porter à connaissance ni de recollement aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017. L'étude des flux thermiques a bien été réalisée mais elle ne prend pas en compte les dernières modifications réalisées au sein de la cellule 4 (modélisation sur une hauteur de stockage de 8m maximum et présence sur le site de 3 racks de stockage de 10m de hauteur) Les hypothèses de calcul prennent en compte pour les murs situés au nord un mur en béton mi-hauteur et un mur double-peau Lors de la visite il a semblé que les murs situés au nord étaient structurés de manière uniforme.

La mezzanine de la cellule 2 a encore fait l'objet d'un agrandissement sans que l'administration n'ait été prévenu de cette modification. Dans le mémoire de réponse, à aucun moment il n'est fait mention de cet agrandissement. La mise en place de mezzanine s'est accompagnée par une modification du système de sprinklage (augmentation du nombre de tête et du circuit pour couvrir le dessous des mezzanines).

Suite à une remarque de l'inspection sur l'affichage d'un défaut sur la centrale à incendie, l'exploitant a expliqué qu'un des moteurs du système de sprinklage est actuellement hors service. L'exploitant a prévu le remplacement des deux moteurs actuellement installés par un seul moteur.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre un porter à connaissance sur les modifications de l'implantation des cellules (création de mezzanine, cellule dédiée au stockage de pneu) intervenues depuis 2019. Ce porter à connaissance devra intégrer les modifications envisagées du système de sprinklage et de la conformité de ce système aux éléments protégés en particulier pour la cellule n°4 (cellule accueillant les pneumatiques) et les mesures conservatoires envisagées lors du remplacement et de l'indisponibilité du système de sprinklage.

Dans ce porter à connaissance, il devra réaliser un recollement de l'ensemble des prescriptions de l'arrêté du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 en particulier vis à vis du désenfumage, du stockage de matières dangereuses, et de la configuration des différentes mezzanines et notamment si ces mezzanines n'engendrent pas de risque supplémentaire, qu'elles ne gênent pas le désenfumage en cas d'incendie et qu'un dispositif de détection dédié et adapté a été mis en place. Ce recollement doit intégrer les justificatifs pour chaque prescription permettant à l'inspection de se positionner sur le respect de la prescription applicable.

Respect de la prescription :**Type de suites proposées :** Avec suites**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant - Mise en demeure, dépôt de dossier**Proposition de délais :** 1 Mois

N° 6 : Contrôle des accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/05/2004, article 2.6

Thème(s) : Autre Contrôle des accès

Prescription contrôlée :

AP Article 2.6 les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir accès libre aux installations.

AM 11 avril 2017 §25 « Surveillance et contrôle des accès » :

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre à l'entrepôt. L'accès aux guichets de retrait, s'ils existent, reste cependant possible. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2021.

Constats :

Réponse apportée le 1er octobre 2025 par l'exploitant :

« Les portillons d'accès laissé ouverts et sans contrôle d'accès ont été remplacés par un système de portillons pilotés sur horloge via le système INTRATONE et qui permet l'accès aux employés du site aux horaires d'embauche et de débauche (créneaux fixés matin, midi et soir) et fermés hors de ces créneaux avec accès au site uniquement sur contrôle.

Ce dispositif permettra ainsi le respect de l'article 2.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'établissement qui impose que « les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir accès libre aux installations » et à l'article 25 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 prévoyant que : « Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre à l'entrepôt. L'accès aux guichets de retrait, s'ils existent, reste cependant possible. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2021. ».

Pour accéder à l'entrepôt, l'accès est conditionné à une autorisation via interphone connecté à chacune des cellules permettant de s'assurer qu'aucune personne étrangère n'est en mesure d'accéder à l'installation. »

Constat réalisé lors de la visite de site :

L'inspection a pu constater que le portillon donnant accès au parking VL a bien été changé. Il reste cependant les deux portillons d'accès du parking PL qui n'ont pas encore été remplacé. L'accès à l'entrepôt n'est cependant possible que via les comptoirs d'accueil des différentes société locataires.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II. 3.5. Documents à disposition des services d'incendie et de secours

Thème(s) : Risques accidentels Plans et consignes

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours :

- des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ;
- des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux ;

Ces documents sont annexés « au plan de défense incendie défini au point 23 » de cette annexe.

Constats :

Réponse apportée le 1er octobre 2025 par l'exploitant :

« Outre leur transmission aux services du SDIS via l'application Batifire, les documents suivants seront mis à disposition via une boîte aux lettres dédiée dans l'enceinte du site au niveau du poste de transformation :

- Plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ;
- Des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux

Toute modification des documents précités sera immédiatement mise à jour dans cette boîte aux lettres »

Constat réalisé lors de la visite de site :

Un plan de l'installation a été installé à proximité de la boîte aux lettres dédiée. Le PDI de l'installation est également disponible au niveau de cette boîte aux lettres.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 8 : Eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 11. Eaux d'extinction incendie

Thème(s) : Risques accidentels Confinement des eaux d'extinction

Prescription contrôlée :

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux cellules de stockage. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.

Les réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales de l'établissement sont équipés de dispositifs d'isolement visant à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Constats :

Réponse apportée le 1er octobre 2025 par l'exploitant :

« Le plan des réseaux est joint en Annexe 04. »

Constat réalisé lors de la visite de site :

Le plan transmis n'est pas le plan définitif, il y a sur le plan transmis des réseaux EU à créer. Ce plan ne permet pas de situer facilement les différents dispositifs permettant la mise en œuvre du confinement en cas d'incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre un schéma indiquant seulement différentes canalisations à jour et indiquant les différents dispositifs permettant la mise en œuvre du confinement en cas d'incendie. Ce schéma de tous les réseaux et le plan des égouts doit être daté et mis à jour en cas de modification.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 Mois

N° 9 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 23. Plan de défense incendie

Thème(s) : Risques accidentels Modalités d'application

Prescription contrôlée :

« Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.

« L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs. »

« Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.

« Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour.

Constats :

Réponse apportée le 1er octobre 2025 par l'exploitant :

« Le plan de défense incendie mis à jour conformément aux exigences de l'article 23 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 est joint en Annexe 05. »

Constat réalisé lors de la visite de site :

Le PDI transmis ne contient pas les éléments exigés dans l'article 23 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017. En particulier il ne contient pas les plans d'implantations des cellules de stockage ni les justificatifs des compétences du personnel susceptible d'intervenir sur le site, notamment les justificatifs de formation. Il manque également le plan indiquant l'emplacement de la pompe de relevage.

L'exploitant avait en sa possession une version qui comportait les plans d'implantations des cellules.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre le plan de défense incendie mis à jour conformément à l'ensemble des exigences de l'article 23 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 Mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 13. Moyens de lutte contre l'incendie

Thème(s) : Risques accidentels Lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :

- a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;
- b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.

Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.

L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie.

- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ;

« - le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe.

Constats :**Réponse apportée le 1er octobre 2025 par l'exploitant :**

« L'étude jointe en Annexe 06 permet d'établir le respect de l'exigences de 240m³/h et un débit simultané de 60m³/h sur les 4 poteaux incendie relié au réseau communal. »

Constat réalisé lors de la visite de site :

L'annexe 06 n'est pas une étude permettant d'attester le respect de l'exigence de 240m³/h mais 3 rapports de visite sur les 3 hydrants concerné ne permettant pas d'attester une simultanéité de l'apport en eau. Ces rapports datent de janvier 2025. Selon l'exploitant les tests de débits simultanés ont été réalisé en mars et le rapport de ce test n'a pas été transmis à l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit fournir le justificatif de la disponibilité en simultané d'un débit de 60m³/h sur les 4 poteaux incendie relié au réseau communal ainsi que le poteau situé à l'extérieur du site afin de garantir un volume de 300m³/h.

Respect de la prescription :**Type de suites proposées :** Avec suites**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant**Proposition de délais :** 1 Mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 22 - Annexe II

Thème(s) : Risques accidentels Maintenance des portes coupe-feu

Prescription contrôlée :

L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.

L'exploitant définit les mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie.

Dans les périodes et les zones concernées par l'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie, du personnel formé aux tâches de sécurité incendie est présent en permanence. Les autres moyens d'extinction sont renforcés, tenus prêts à l'emploi. L'exploitant définit les autres mesures qu'il juge nécessaires pour lutter contre l'incendie et évacuer les personnes présentes, afin de s'adapter aux risques et aux enjeux de l'installation.

L'exploitant inclut les mesures précisées ci-dessus au plan de défense incendie défini au point 23.

Constats :

L'inspection a constaté qu'une des portes coupe-feu situé entre la cellule 3 et la cellule 4 n'avait pas fait l'objet de vérification en 2022 (voir photo) et que la dernière vérification date du mois de juin 2024.

L'exploitant a également annoncé que les moteurs du système de sprinklage allaient être prochainement remplacé par un seul moteur ce qui va entraîner une indisponibilité du système d'extinction automatique.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre une copie du registre de vérifications périodique de ces matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie ainsi que les procédures prévues pour définir la périodicité de la maintenance. Il doit également transmettre les mesures qu'il prévoit de prendre pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie et les autres mesures qu'il juge nécessaires pour lutter contre l'incendie et évacuer les personnes présentes, afin de s'adapter aux risques et aux enjeux de l'installation.

Il doit intégrer ces mesures au plan de défense incendie.

Respect de la prescription :**Type de suites proposées :** Avec suites**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant**Proposition de délais :** 1 Mois


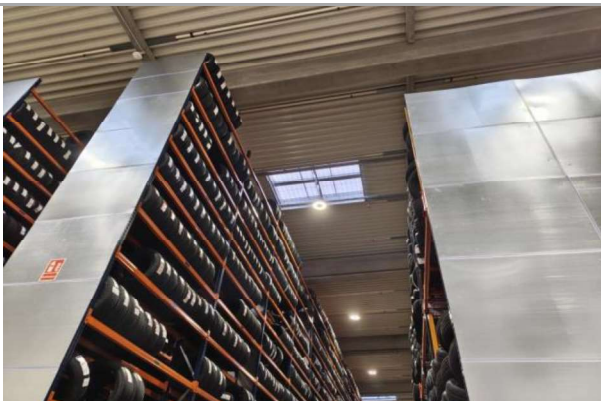
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, point 8 annexe II		
Thème(s) : Risques accidentels Stockage de matière dangereuses		
Prescription contrôlée : Matières dangereuses et chimiquement incompatibles Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité. De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux et ne comportent pas de mezzanines. Ces dispositions ne sont pas applicables dans les zones de préparation des commandes ou dans les zones de réception.		
Constats : Dans la cellule n° 3, des bidons d'huiles ainsi que des bidons de lave glace (avec une phase de risque H224) sont stockés sous la mezzanine.		
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit justifier qu'il respecte les prescriptions de l'arrêté ministériel concernant les stockages des matières dangereuses (huile, lave glace) en particulier sur la zone de stockage qui se situe sous la mezzanine et que cette zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques.		
Respect de la prescription :		
Type de suites proposées :	Avec suites	
Proposition de suites :	Mise en demeure, respect de prescription	
Proposition de délais :	3	Mois

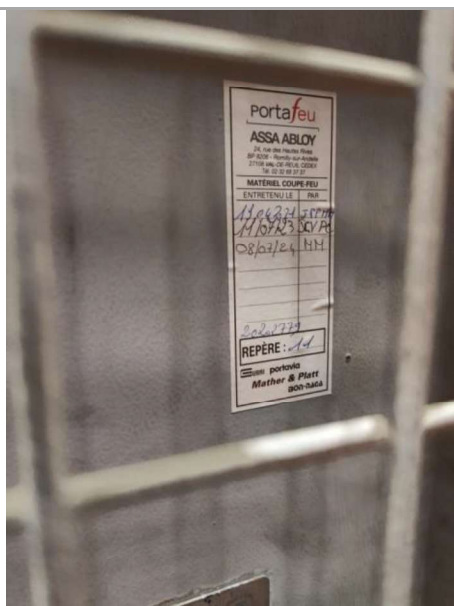
Planche photographique associée à la visite d'inspection

N° 5 Mise à jour du dossier



img_20251105_162415673.jpg

N° 11 Maintenance des portes coupe-feu



img_20251105_162728831.jpg